

**ROYAUME DU MAROC
AGENCE DU BASSIN HYDRAULIQUE DU SEBOU A FES**



APPEL D'OFFRES OUVERT N° 35/ABHS/2021

**TRAVAUX DE MAINTENANCE PREVENTIVE DES OUVRAGES
DE GENIE CIVIL DES BARRAGES AIT MOULAY AHMED, MAKRACH, MICHLIFEN, ETTINE
SEHB ELMERGA ET OULJET ESSOLTANE**

REGLEMENT DE CONSULTATION

**APPEL D'OFFRES RESERVE AUX PETITES ET MOYENNES
ENTREPRISES (PME)**

SOMMAIRE

ARTICLE 01 : OBJET DU REGLEMENT DE LA CONSULTATION.....	3
ARTICLE 02 : REPARTITION EN LOTS	3
ARTICLE 03 : MAITRE D'OUVRAGE.....	3
ARTICLE 04 : PETITE ET MOYENNE ENTREPRISE.....	3
ARTICLE 05 : COMPOSITION DU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES	3
ARTICLE 06 : MODIFICATION DANS LE DOSSIER D'APPEL D'OFFRES	4
ARTICLE 07 : RETRAIT DU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES	4
ARTICLE 08 : DEMANDE ET COMMUNICATION D'INFORMATIONS AUX CONCURRENTS	4
ARTICLE 09 : VISITE DES LIEUX	5
ARTICLE 10 : CONDITIONS REQUISES DES CONCURRENTS.....	5
ARTICLE 11 : LISTE DES PIECES JUSTIFIANT LES CAPACITES ET DES QUALITES DES CONCURRENTS ET PIECES COMPLEMENTAIRES.....	5
ARTICLE 12 : CONTENU ET PRESENTATION DES DOSSIERS DES CONCURRENTS	8
ARTICLE 13 : DEPOT DES PLIS DES CONCURRENTS	8
ARTICLE 14 : RETRAIT DES PLIS	9
ARTICLE 15 : CRITERES D'EVALUATION DES OFFRES.....	9
ARTICLE 16 : DELAI DE VALIDITE DES OFFRES.....	10
ARTICLE 17 : DELAI DE NOTIFICATION DE L'APPROBATION.....	10
ARTICLE 18 : OFFRES ANORMALEMENT BASSE OU EXCESSIVE	11
ARTICLE 19 : PREFERENCE EN FAVEUR DE L'ENTREPRISE NATIONALE	11
ARTICLE 20 : MONNAIE DE FORMULATION DES OFFRES	11
ARTICLE 21 : LANGUE D'ETABLISSEMENT DES PIECES ET DES OFFRES.....	12

Marché ouvert passé par appel d'offre ouvert N° 35/2021 en application de l'article 5 de l'alinéa 2, du paragraphe 1, de l'article 16, et du paragraphe 1 de l'article 17, et l'alinéa 3, du paragraphe 3, de l'article 17, du décret n° 2.12.349 du 8 jourmada I 1434 (20 mars 2013) relatif aux marchés publics.

ARTICLE 01 : *OBJET DU REGLEMENT DE LA CONSULTATION*

Le présent règlement de consultation concerne l'appel d'offre ouvert sur offre de prix ayant pour objet : Travaux de maintenance préventive des ouvrages de génie civil des barrages Ait Moulay Ahmed, Makrach, Michlifén, Ettine, Sehb El Merga et Ouljet Essoltane. Il concerne les barrages situés dans la zone d'action de l'Agence du Bassin Hydraulique du Sebou :

N°	Barrage	Province	Centre le plus proche	Cordonnées	
				X	Y
1	Ait Moulay Ahmed	Ifrane	Amghase	491 065,00	305 799,00
2	Michlifén		Ben Smime	520 483,00	321 490,00
3	Makrach	Taounate	Ras El Oued	578 500,00	423 100,00
4	Ouljet Essoltane	Khemisset	Al Walja	454 900,00	339 850,00
5	Ettine	Ouazzane	Masmouda	470 647,00	456 053,00
6	Sehb El Merga	Boulemane	Ait Hamza	540 803,00	306 704,00

ARTICLE 02 : *REPARTITION EN LOTS*

Le présent appel d'offres concerne un marché lancé en lot unique.

ARTICLE 03 : *MAÎTRE D'OUVRAGE*

Le maître d'ouvrages du marché qui sera passé suite au présent appel d'offre est l'Agence du Bassin Hydraulique du Sebou.

ARTICLE 04 : *PETITE ET MOYENNE ENTREPRISE*

Le présent appel d'offres est réservé à la petite et moyenne entreprise (PME) tel que défini dans l'arrêté n° 3011-13 du 30/10/2013 portant application de l'article 156 du décret 2-12-349, et dans la loi 53.00 formant charte de la petite et moyenne entreprise.

ARTICLE 05 : *COMPOSITION DU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES*

Conformément aux dispositions de l'article 19 du décret 2-12-349 précité, le dossier d'appel d'offres comprend :

- Copie de l'avis d'appel d'offres,
- Le projet du cahier des prescriptions spéciales,
- Le modèle de l'acte d'engagement,
- Le bordereau des prix et le détail estimatif,
- Le modèle du cadre du sous détail des prix, le cas échéant,
- Le modèle de déclaration sur l'honneur,
- Le présent règlement de la consultation.

ARTICLE 06 : *MODIFICATION DANS LE DOSSIER D'APPEL D'OFFRES*

Conformément aux dispositions de l'article 19 § 7 décret 2-12-349 précité, le maître d'ouvrage peut introduire des modifications dans le dossier d'appel d'offres sans changer l'objet du marché. Ces modifications doivent être communiquées à tous les concurrents ayant retiré et ayant téléchargé ledit dossier, et introduites dans les dossiers mis à la disposition des autres concurrents.

Lorsque les modifications nécessitent la publication d'un avis modificatif, celui-ci sera publié conformément aux dispositions du §1 -2, alinéa 1, de l'article 20 du décret 2-12-349 précité.

Ces modifications peuvent intervenir à tout moment à l'intérieur du délai initial de publicité de l'avis sous réserve que la séance d'ouverture des plis ne soit tenue que dans un délai minimum de dix (10) jours à compter du lendemain de la date de la dernière publication de la modification sans que la date de la nouvelle séance ne soit antérieure à celle prévue initialement.

Les modifications visées ci-dessus interviennent dans les cas suivants :

- Lorsque le maître d'ouvrage décide d'introduire des modifications dans le dossier d'appel d'offres qui nécessitent un délai supplémentaire pour la préparation des offres ;
- Lorsqu'il s'agit de redresser des erreurs manifestes constatées dans l'avis publié ;
- Lorsque, après publication de l'avis, le maître d'ouvrage constate que le délai qui doit courir entre la date de la publication et la séance d'ouverture des plis n'est pas conforme au délai réglementaire.

ARTICLE 07 : *RETRAIT DU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES*

Le dossier d'appel d'offres est mis à la disposition des candidats dans le bureau indiqué dans l'avis d'appel d'offres dès son parution au portail des marchés de l'Etat ou au premier journal et jusqu'à la date limite de remise des offres.

Le dossier d'appel d'offres est mis gratuitement à la disposition des candidats.

Le dossier d'appel d'offres peut être téléchargé sur le portail des marchés de l'Etat (www.marchespublics.gov.ma) et sur le site de l'Agence : www.abhsebou.ma.

ARTICLE 08 : *DEMANDE ET COMMUNICATION D'INFORMATIONS AUX CONCURRENTS*

Tout éclaircissement ou renseignement, fourni par le maître d'ouvrage à un concurrent à la demande de ce dernier, est communiqué le même jour et dans les mêmes conditions aux autres concurrents ayant retiré le dossier d'appel d'offres ou ayant téléchargé de dossier d'appel d'offres et ce par lettre recommandée avec accusé de réception, par fax confirmé ou par voie électronique Il est également mis à la disposition de tout autre concurrent et communiqué aux membres de la commission d'appel d'offres.

Les éclaircissements ou renseignement fournie par le maitre d'ouvrage seront communiquées au demandeur et aux autres concurrents dans les 7 jours suivant la date de la réception de la demande d'information ou d'éclaircissement du concurrent. Toute fois, lorsque ladite demande intervient entre le dixième et septième jour précédant la date prévue pour la séance d'ouverture des plis, la réponse doit intervenir au plus tard 3 jours (trois jours) avant la date prévue pour la séance d'ouverture des plis.

ARTICLE 09 : VISITE DES LIEUX

Compte tenu des difficultés des travaux à réaliser dans le cadre du marché issu de cet appel d'offres et des difficultés des accès pour nettoyer et curer en toute sécurité aux différentes zones des travaux, Il est recommandé de participer aux visites des lieux aux barrages Ait Moulay Ahmed, Michlifén et Ouljet Essoltane, conformément à l'article 23 du décret du 20 mars 2013 précité, à la date fixée par l'avis d'appel d'offres

Les visites des lieux, qui seront organisées par le MO, ont essentiellement pour but de permettre aux soumissionnaires de prendre connaissance des contraintes et sujétions particulières des travaux à réaliser et ce afin qu'ils puissent établir leurs offres en toute connaissance de cause.

Il sera dressé des procès-verbaux des visites des lieux qui mentionneront les participants et les demandes d'éclaircissements et les réponses données aux concurrents concernés.

Ces procès-verbaux sont publiés dans le portail des marchés publics et communiqués séance tenante à l'ensemble des concurrents ainsi qu'aux membres de la commission d'appel d'offres.

ARTICLE 10 : CONDITIONS REQUISES DES CONCURRENTS

Conformément aux dispositions de l'article 24 du Décret n° 2-12-349 du 08 Joumada I 1434 (20 Mars 2013) précité :

1- Seules peuvent participer au présent appel d'offres les personnes physiques ou morales qui :

- Justifient des capacités juridiques, techniques et financières requises ;
- Sont en situation fiscale régulière, pour avoir souscrit leurs déclarations et réglé les sommes exigibles ou, à défaut de règlement, constitué des garanties suffisantes pour le comptable chargé du recouvrement ;
- Sont affiliées à la CNSS ou à un régime particulier de prévoyance sociale et souscrivent régulièrement leurs déclarations de salaire auprès de cet organisme.

2- Ne sont pas admises à participer à la présente consultation :

- Les personnes en liquidations judiciaires ;
- Les personnes en redressement judiciaire, sauf autorisation spéciale délivrée par l'autorité judiciaire compétente.
- Les personnes ayant fait l'objet d'une exclusion temporaire ou définitive prononcée dans les conditions fixées l'article 159 du Décret n°2-12-349 du 08 Joumada I 1434 (20 Mars 2013) précité, selon le cas.

ARTICLE 11 : LISTE DES PIÈCES JUSTIFIANT LES CAPACITÉS ET DES QUALITÉS DES CONCURRENTS ET PIÈCES COMPLÉMENTAIRES

Conformément aux dispositions de l'Article 25 du Décret n° 2-12-349 du 08 Joumada I 1434 (20 Mars 2013) précité, les pièces à fournir par les concurrents sont :

11-1 Un dossier administratif comprenant :

1. Pour chaque concurrent, au moment de la présentation des offres :

- a) Une déclaration sur l'honneur en un exemplaire unique qui doit comporter les mentions prévues à l'article 26 du Décret N° 2-12-349 précité ;
- b) L'original du récépissé du cautionnement provisoire ou l'attestation de la caution personnelle et solidaire en tenant lieu, le cas échéant ;
- c) Pour les groupements, une copie légalisée de la convention constitutive du groupement prévue à l'article 157 du Décret N° 2-12-349 précité.

2. Pour le concurrent auquel il est envisagé d'attribuer le marché dans les conditions fixée à l'article 40 décret 2-12-349 précité :

- a) La ou les pièces justifiant les pouvoirs conférés à la personne agissant au nom du concurrent : ces pièces varient selon la forme juridique du concurrent :
 - S'il s'agit d'une personne physique agissant pour son propre compte, aucune pièce n'est exigée ;
 - S'il s'agit d'un représentant, celui-ci doit présenter selon le cas :
 - Une copie conforme à la procuration légalisée lorsqu'il s'agit au nom d'une personne physique ;
 - Un extrait du statut de la société et / ou le procès verbal de l'organe compétent lui donnant pouvoir selon la forme juridique de la société, lorsqu'il s'agit au nom d'une personne morale ;
 - L'acte par lequel la personne habilitée délègue son pouvoir à une tierce personne, le cas échéant.
- b) L'attestation ou sa copie certifiée conforme à l'originale délivrée depuis moins d'un an par l'administration compétente du lieu d'imposition certifiant que le concurrent est en situation fiscale régulière ou à défaut de paiement qu'il a constitué les garanties prévues à l'article 24 du décret 2-12-349 précité. Cette attestation doit mentionner l'activité au titre de laquelle le concurrent est imposé ;
- c) Une attestation ou sa copie certifiée conforme à l'originale délivrée depuis moins d'un an par la CNSS certifiant que le concurrent est en situation régulière envers cet organisme conformément aux dispositions prévues à cet effet à l'article 24 du décret 2-12-349 précité ou la décision du ministre chargé de l'emploi ou sa copie certifiée conforme à l'originale prévue par la Dahir portant loi n° 1-72- 184 du 15 Joumada II 1392 (27 juillet 1972) relatif au régime de sécurité sociale assorti de l'attestation de l'organisme de prévoyance sociale auquel le concurrent est affilié et certifiant qu'il est en situation régulière vis-à-vis dudit organisme;

La date de production des pièces prévues au b) et c) ci-dessus sert de base pour l'appréciation de leurs validité

- d) Le certificat d'immatriculation au registre de commerce pour les personnes assujetties à l'obligation d'immatriculation conformément à la législation en vigueur (à fournir en original ou copie certifiée conforme à l'original);

En outre, conformément à l'arrêté n° 3011-13 du 30/10/2013 portant application de l'article 156 du décret 2.12.349, le concurrent PME auquel il est envisagé d'attribuer le marché doit fournir les justifications suivantes :

- a) Une attestation de la CNSS justifiant que l'effectif qu'il a employé ne dépasse pas 200 personnes;

- b) La ou les pièces justifiant que la PME est gérée ou administrée par des personnes physiques qui sont les propriétaires, copropriétaires ou actionnaires;
- c) L'attestation mentionnant le chiffre d'affaires ou attestation du bilan délivrée par la Direction Générale des Impôts pour les deux derniers exercices.

11-2 Un dossier technique comprenant :

- a. Une note indiquant les moyens humains et techniques du concurrent, le lieu, la date, la nature et l'importance des prestations qu'il a exécuté ou à l'exécution desquelles il a participé ;
- b. Les attestations de références ayant une nature similaire aux travaux objet du présent appel d'offres délivrées par les hommes de l'art sous la direction desquels lesdites travaux ont été exécutées ou par les Maîtres d'Ouvrages qui en ont éventuellement bénéficié. Chaque attestation précise notamment la nature des prestations, le montant, les délais et les dates de réalisation, l'appréciation, le nom et la qualité du signataire.

En cas de groupement de PME, les pièces énumérées dans le dossier administratif et technique doivent être fournies par chacune des sociétés constituant ce groupement.

NB : Toute offre ne présentant pas les documents stipulés ci-avant sera automatiquement évincée.

11-3 Offre financière :

Chaque concurrent doit présenter une offre financière comprenant :

- L'acte d'engagement ;
- Le bordereau des prix et détail estimatif ;

Par ailleurs et en ce qui concerne la présentation de ces pièces, il convient de respecter les exigences ci-après :

- Le montant total de l'acte d'engagement doit être libellé en chiffres et en toutes lettres.
- Les prix unitaires du Bordereau des prix, du détail estimatif et ceux du Bordereau des prix globaux et de la décomposition du montant global doivent être libellés en chiffres.
- En cas de discordance entre les prix unitaires du Bordereau des prix et ceux du détail estimatif, les prix du Bordereau des prix prévalent.
- En cas de discordance entre les montants totaux du Bordereau du prix global et ceux de la décomposition du montant global, le montant total de la décomposition du montant global prévaut.
- Les montants totaux du Bordereau des prix-détail estimatif, du Bordereau du prix global et ceux de la décomposition du montant global doivent être libellés en chiffres.
- En cas de discordance entre le montant total de l'acte d'engagement, et de celui du détail estimatif, du Bordereau des prix-détail ou Bordereau des prix-global, selon le cas, le montant de ces derniers documents est tenu pour bon pour établir le montant réel de l'acte d'engagement.

11-4 Pièces complémentaires (Dossier additif) :

- Le cahier des prescriptions spéciales (CPS) signé à la dernière page par l'entrepreneur avec la mention manuscrite (lu et accepté sans réserve) et paraphé sur toutes les pages ;

- Le présent règlement de consultation signé à la dernière page et paraphé sur toutes les pages.

Dans le cas d'un groupement, pour l'ensemble des membres : Le dossier de l'appel d'offres paraphé à chaque page et signé en dernière page avec la mention manuscrite « **LU et ACCEPTE** » soit par les représentants qualifiés de chacune des entreprises constituant le groupement, soit par le mandataire s'il justifie son habilitation par procuration légalisée. Les signatures doivent porter l'empreinte du cachet officiel de la société.

ARTICLE 12 : *CONTENU ET PRÉSENTATION DES DOSSIERS DES CONCURRENTS*

- Contenu des dossiers :

Conformément aux dispositions de l'article 29 du décret n° 2-12-349 précité, Les dossiers présentés par les concurrents doivent comporter, outre le cahier des prescriptions spéciales paraphé et signé :

- Le dossier administratif précité (Cf. article 11-1 ci-dessus) ;
- Le dossier technique précité (Cf. article 11-2 ci-dessus) ;
- L'offre financière précitée (Cf. article 11-3 ci-dessus) ;
- Le dossier additif précité (Cf. article 11-4 ci-dessus) ;

- Présentation des dossiers des concurrents :

Conformément aux dispositions de l'article 29 du décret n°2-12-349 précité, le dossier présenté par chaque concurrent est mis dans un pli cacheté portant :

- Le nom et l'adresse du concurrent ;
- Le numéro de l'avis d'appel d'offres ;
- L'objet du marché ;
- La date et l'heure de la séance publique d'ouverture des plis ;
- L'avertissement que les plis ne doivent être ouverts que par le président de la commission d'appel d'offre lors de la séance d'examen des offres.

Ce pli contient deux enveloppes comprenant:

- a) **La première enveloppe** : contient le dossier administratif, le dossier technique, le règlement de consultation, le cahier des prescriptions spéciales signés et paraphés par le concurrent ou par la personne habilitée à cet effet. Cette enveloppe doit être cachetée et porter de façon apparente la mention « dossier administratif et technique » ;
- b) **La deuxième enveloppe** : contient l'offre financière du soumissionnaire. Cette enveloppe doit être cachetée et porter de façon apparente, outre les indications portées sur le pli, la mention « offre financière ».

ARTICLE 13 : *DÉPÔT DES PLIS DES CONCURRENTS*

Conformément aux dispositions de l'article 31 du décret n° 2-12-349 précité, les plis sont, au choix des concurrents :

- Soit déposés, contre récépissé, dans le bureau du maître d'ouvrage indiqué dans l'avis d'appel d'offres ;
- Soit envoyés par courrier recommandé avec accusé de réception, au bureau précité ;

- Soit remis, séance tenante, au président de la commission d'appel d'offres au début de la séance, et avant l'ouverture des plis ;
- Soit déposé par voie électronique via le portail des marchés publics (www.marchespublics.gov.ma).

Le délai pour la réception des plis expire à la date et à l'heure fixée par l'avis d'appel d'offres pour la séance d'ouverture des plis.

Les plis déposés ou reçus postérieurement au jour et à l'heure fixés ne sont pas admis.

A leur réception, les plis sont enregistrés par le maître d'ouvrages dans leur ordre d'arrivée, sur un registre spécial visé à l'article 19 du décret 2-12-349. Le numéro d'enregistrement ainsi que la date et l'heure d'arrivée sont portés sur le pli remis.

Les plis resteront fermés et seront tenus en lieu sûr jusqu'à leur ouverture dans les conditions prévues à l'article 36 du décret n° 2-12-349 précité.

ARTICLE 14 : RETRAIT DES PLIS

Conformément aux dispositions de l'article 32 du décret n° 2-12-349 précité, tout pli déposé ou reçu peut être retiré antérieurement au jour et à l'heure fixée pour l'ouverture des plis.

Le retrait du pli fait l'objet d'une demande écrite et signée par le concurrent ou son représentant dûment habilité. La date et l'heure de retrait sont enregistrées par le maître d'ouvrage dans le registre spécial visé à l'article 12 ci-dessus.

Les concurrents ayant retiré leurs plis peuvent présenter de nouveaux plis dans les conditions de dépôt des plis fixées à l'article 31 du décret n° 2-12-349 précité et rappelées à l'article 12 ci-dessus.

ARTICLE 15 : CRITÈRES D'ÉVALUATION DES OFFRES

L'examen des offres sera effectué par une commission d'appel d'offres désignée à cet effet conformément aux dispositions de l'article 35 du Décret N°2-12-349 précité. Les travaux de ladite commission se dérouleront comme suit conformément aux dispositions des articles 36, 39, 40, 41, et 155 du Décret N° 2-12-349 précité.

L'examen des offres sera effectué en deux phases conformément aux stipulations du Décret N°2-12-349 précité.

La procédure de jugement des offres s'établit comme suit pour chacune des phases :

Phase 1 : Examens des dossiers administratifs et techniques

La commission apprécie les capacités financières et techniques en rapport avec la nature et l'importance des prestations objet de l'appel d'offres et au vu des éléments contenus dans le dossier administratif et dans le dossier technique de chaque concurrent.

La commission s'assure de la conformité des offres par rapport aux stipulations du présent règlement, notamment les pièces du dossier administratif, celles du dossier technique et celles du dossier additif. La commission écarte :

- Les concurrents qui font l'objet d'une exclusion temporaire ou définitive conformément aux dispositions des articles 24 et 159 du décret n°2-12-349 précité.

- Les concurrents qui n'ont pas respecté les prescriptions en matière de présentation de leur dossier.
- Les concurrents ne disposants pas des conditions exigées dans l'article 11 (§11.2) du présent règlement de consultation seront automatiquement écartés.

Phase 2 : Examens des offres financières

Seules, seront examinées les offres financières des candidats ayant été retenu à l'issu de la phase 1.

Les offres sont jugées sur la base de l'offre financière. Sous réserve des vérifications et applications des dispositions prévues à l'article 41 du décret °2-12-349 précité, l'offre la plus avantageuse est la moins disante parmi les offres retenues après examen des dossiers administratifs et techniques.

ARTICLE 16 : DÉLAI DE VALIDITÉ DES OFFRES

Conformément aux dispositions de l'article 33 du décret n° 2-12-349 précité, les concurrents resteront engagés par leurs offres pendant un délai de soixante quinze (75) jours, à compter de la date d'ouverture des plis.

Si, la commission de l'appel d'offres estime n'être pas en mesure d'effectuer son choix pendant le délai prévue ci-dessus, le maître d'ouvrage saisit les concurrents avant l'expiration de ce délai par lettre recommandée avec accusé de réception, et leurs propose une prorogation pour un nouveau délai qu'il fixe. Seuls les concurrents ayant donné leurs accords par lettre recommandée avec accusé de réception adressé au maître d'ouvrage avant la date limite fixé par ce dernier, restent engagés pendant ce nouveau délai.

ARTICLE 17 : DÉLAI DE NOTIFICATION DE L'APPROBATION

L'approbation des marchés doit être notifiée à l'attributaire dans un délai maximum de soixante-quinze (75) jours à compter de la date d'ouverture des plis ou de la date de la signature du marché par l'attributaire lorsqu'il est négocié. Dans le cas où le délai de validité des offres est prorogé conformément au deuxième alinéa de l'article 33 du décret 2.12.349, le délai d'approbation visé au premier alinéa ci-dessus est majoré d'autant de jours acceptés par l'attributaire du marché.

Si la notification de l'approbation n'est pas intervenue dans ce délai, l'attributaire est libéré de son engagement vis-à-vis du maître d'ouvrage. Dans ce cas, mainlevée lui est donnée de son cautionnement provisoire.

Lorsque le maître d'ouvrage décide de demander à l'attributaire de proroger la validité de son offre, il doit, avant l'expiration du délai visé à l'alinéa premier ci-dessus, lui proposer par lettre recommandée avec accusé de réception, par fax confirmé ou par tout autre moyen de communication donnant date certaine, de maintenir son offre pour une période supplémentaire ne dépassant pas trente (30) jours. L'attributaire doit faire connaître sa réponse avant la date limite fixée par le maître d'ouvrage.

En cas de refus de l'attributaire, mainlevée lui est donnée de son cautionnement provisoire.

Le maître d'ouvrage établit un rapport, dûment signé par ses soins, relatant les raisons de la non approbation dans le délai imparti. Ce rapport est joint au dossier du marché.

ARTICLE 18 : *OFFRES ANORMALEMENT BASSE OU EXCESSIVE*

Conformément à l'article 41 du décret 2-12-349 du 20 Mars 2013 les offres financières des concurrents seront appréciées comme suit :

Offre excessive

L'offre la plus avantageuse est considérée excessive lorsqu'elle est supérieure de plus de vingt pour cent (20%) par rapport à l'estimation du coût des prestations établie par le maître d'ouvrage.

Lorsqu'une offre est jugée excessive, elle est écartée par la commission d'appel d'offres.

Offre anormalement basse

L'offre la plus avantageuse est considérée anormalement basse lorsqu'elle est inférieure de plus de vingt-cinq pour cent (25%) par rapport à l'estimation du coût des prestations établie par le maître d'ouvrage.

Lorsqu'une offre est jugée anormalement basse, la commission d'appel d'offres peut l'accepter par décision motivée à annexer au procès-verbal de la commission et après avoir demandé par écrits aux concurrents concernés, les précisions qu'elle juge opportunes et vérifie les justifications fournies.

Avant de décider du rejet ou de l'acceptation de la dite offre, la commission peut désigner une sous-commission pour examiner les justifications fournies.

Lorsque la commission constate qu'un ou plusieurs prix unitaires figurant dans le bordereau des prix détail estimatif de l'offre la plus avantageuse est anormalement bas ou excessif sur la base des critères fixés au présent article, la commission invite le soumissionnaire concerné à justifier ce prix et peut confier l'étude de ce prix à une sous-commission technique l'appréciation des prix est faite dans les conditions prévues au présent article cité ci haut.

Au vu du rapport établi sous la responsabilité des sous-commissions, la commission est fondée à retenir ou à écarter ladite offre.

ARTICLE 19 : *PREFERENCE EN FAVEUR DE L'ENTREPRISE NATIONALE*

Les offres des entreprises étrangères seront majorées d'un pourcentage de 15 %. En cas des groupements comprenant des entreprises nationales et étrangères soumissionnant au présent appel d'offres, la majoration visée ci-dessus appliquée sera équivalente à la part des entreprises étrangères dans le montant de l'offre du groupement.

ARTICLE 20 : *MONNAIE DE FORMULATION DES OFFRES*

Conformément aux dispositions de l'article 18 paragraphe 3 du décret n° 2-12-349 précité, le dirham est la monnaie dans laquelle doivent être exprimés les prix des offres présentées par les soumissionnaires.

Lorsque le concurrent n'est pas installé au Maroc, son offre doit être exprimée en monnaie étrangère convertible. Dans ce cas, pour être évalués et comparés, les prix des offres exprimées en monnaie étrangère doivent être convertis en dirham. Cette conversion doit s'effectuer sur la base du cours vendeur du dirham en vigueur le premier jour ouvrable de la semaine précédant celle du jour d'ouverture des plis donné par Bank Al-Maghreb.

ARTICLE 21 : *LANGUE D'ETABLISSEMENT DES PIECES ET DES OFFRES*

Les pièces des offres présentées par les concurrents doivent être établies en langue arabe ou française.

Le maitre d'Ouvrage

Le Directeur de l'Agence du Bassin
Hydraulique de Sebou par Intérim

Signé : SAHILI El Mostafa

LE SOUMISSIONNAIRE

Cachet et signature du soumissionnaire
Précédé de la mention manuscrite :
"lu et accepte"